

Conférence-débat sur l'Europe à la société de lecture du 10 février 2022

En présence de Sandro Gozi, eurodéputé, René Schwok, professeur à UNIGE, Chantal Tauxe, NOMES

Intervention de Marie-Claude Sawerschel

L'Europe demande à la Suisse si elle veut ou pas.

La Suisse répond : oui, mais non.

La Suisse dit NON

La première occurrence est celle de 1992, celle du **“dimanche noir”** de 1992 où le peuple suisse a refusé d'entrer dans l'espace économique européen. Une tragédie pour le conseil fédéral de l'époque qui avait d'ailleurs déposer une demande d'adhésion à la CEE, qui deviendra l'Union européenne un an plus tard, quelques mois avant la votation.

Volontariste à ce moment-là, le Conseil fédéral ? Oui, un peu trop pour la Suisse alémanique de l'époque. Personne n'aime qu'on lui force la main. C'est sans doute ce que les Suisses, appelés à voter sur l'EEE alors que le Conseil fédéral avait déjà fait un pas de plus, ont certainement éprouvé.

La Suisse dit OUI

En 1997, c'est la droite nationaliste qui lance une initiative pour geler tout rapprochement avec l'Europe. Le peuple suisse balaie le texte à plus de 73%.

La Suisse dit OUI

1999, on signe le premier paquet d'accord bilatéraux. Au nombre de sept, comme les nains, ils portent sur **la libre circulation des personnes, les obstacles techniques au commerce, les marchés publics, l'agriculture, la recherche, le transport aérien et les transports terrestres**. L'expression qui naît à ce moment-là est celle de **«clause guillotine»**; le renoncement à un accord entraînerait la chute de l'ensemble.

En mai 2000, à la suite d'un référendum, le Conseil fédéral reçoit la bénédiction du peuple par 67,2% des voix.

La Suisse dit NON

Au printemps 2001, c'est l'initiative **oui à l'Europe**, lancée avant la signature des bilatérales par le nouveau mouvement européen suisse, réclamant la reprise des travaux pour l'adhésion à l'UE qui est balayée par la double majorité. Le souffle est retombé, pour le Conseil fédéral de l'époque d'ailleurs, qui avait favorisé les bilatérales et n'entendait pas relancer le processus d'adhésion.

La Suisse dit OUI

2004, marque la signature du 2e paquet des accords bilatéraux ainsi que Schengen Dublin. Ce n'est pas que la Commission européenne soit sur le fond pressée de multiplier les accords avec la Suisse (sa position énerve), mais c'est l'occasion de régler des questions de fiscalité (la Suisse accepte le principe d'une retenue sur les revenus de l'épargne des personnes physiques ayant leur domicile fiscal dans l'UE.)

La Suisse dit OUI

En 2005, le peuple doit se prononcer sur la libre circulation, puisque l'Union européenne a passé, un an plus tard, de 15 à 25 membres. Le débat sur **le plombier polonais** est assez vif, mais les Suisses acceptent la libre circulation par 56% des voix.

La Suisse dit OUI

En 2009, reconfirmation de la libre circulation à la suite de l'extension.

La Suisse dit NON

9 février 2014 : nouveau refroidissement. Coup de massue, les Suisses acceptent l'initiative de l'UDC dite "contre l'immigration de masse" à moins de 20'000 bulletins d'écart. Elle vaut la réaction immédiate de l'UE : exclusion d'Erasmus, mise à l'écart de la Suisse comme leaders des projets de recherche dans le cadre du programme horizon.

La Suisse dit NON

2016, c'est l'épisode du **cadavre assassiné** : la Suisse retire sa demande d'adhésion déposée 24 ans plus tôt. Une manière, pour le CF de calmer l'impatience de l'UDC qui demande une -- opérationnalisation de l'initiative victorieuse contre l'immigration de masse.

La Suisse dit NON

Le 26 mai 2021, Guy Parmelin alors président de la Confédération, explique aux citoyens que nous sommes et aux Vert'libéraux atterrés que le Conseil fédéral **a tiré la prise** de l'accord-cadre mais qu'entre Berne et Bruxelles, on reste en contact. "C'est un nouveau départ" nous annonce-t-on.

Comme au jeu de l'oie, un retour à la case départ avec le gage de laisser passer trois tours.

C'est consternant, une faillite, un gâchis, Waterloo, le début de la désagrégation des accords bilatéraux, clame-t-on de toutes parts.

Oui, en effet. D'autant plus choquant que le CF a débranché la prise sans consulter. Ni le peuple, ni, plus choquant encore, le Parlement. A débranché le moribond, sans plan B, sans perspective, sans projet.

Mettons donc un peu cette Suisse sur le divan :

Elle a des qualités, multiples, et des dispositions pour envisager sa collaboration active (à défaut d'une appartenance) à une fédération plus grande qu'elle-même :

C'est le OUI de la Suisse à l'Europe

- Sa neutralité (parfois prise pour le la mollesse) a pris en compte les principes du projet de paix perpétuelle de Kant (abondamment cité par Dujanski et vous, Sandro Gozi)
- Le savoir-faire qui découle de cette posture, à savoir la capacité reconnue de la Suisse à jouer les médiateurs reconnus pour éviter l'escalade dans les conflits. Un pays capable d'accueillir la Société des Nations, ancêtre de l'ONU
- Sa pratique intense du fédéralisme. Le modèle fédéraliste de la Suisse et celui de l'Europe ne sont pas totalement identiques, mais les convergences existent.

- Son sens du commerce, sa conscience de ne pas pouvoir faire les choses toute seule, sans autre matière première que son inventivité et son savoir-faire
- Sa situation plurilingue qui la met en contact étroit avec trois importants pays membres de l'UE
- Une histoire, une culture, des valeurs (comme dit E. Macron) partagées.

Elle a des peurs aussi, elle se garde, elle a des arrogances un peu Guillaume Tell qui la rend tout à coup absente là où on croyait qu'elle était :

- Son multipartisme, ses institutions démocratiques (double majorité pour une initiative constitutionnelle, facilité de référendum) explique en grande partie les coups de froid qu'elle souffle après un réchauffement.
- La crainte de voir son identité nationale (et juridique) se dissoudre dans la grande marmite européenne.
- La crainte de voir une forme de miracle économique suisse ("Y'en a point comme nous", c'est notre cocorico à nous) s'étioler. On l'a vu avec l'accord-cadre : protection des salaires, reprise dynamique (automatique) du droit européen, spectre des "juges étrangers")

Autant d'éléments constitutifs de l'ambivalence de la Suisse qui lui valent le reproche (justifié) de "cherry picking" de la part de l'UE.

Or

Avec les **accords bilatéraux**, les experts estiment que **la Suisse a repris environ 80%** des acquis de l'EEE.

Sur la question de la **protection des salaires**, de son niveau de vie, la libre circulation des personnes n'a pas engendré les effets néfastes qu'on craignait.

Sur la **reprise dynamique du droit**, ce qu'on observe, c'est qu'un nombre très considérable de modifications législatives opérées par le Parlement suisse depuis 1990 porte l'**empreinte législative** de l'UE, sans que l'UE lui ait demandé quoi que ce soit ! La Suisse l'a fait le plus souvent spontanément (législation sur la protection des données, cassis de Dijon sans avoir la réciprocité, tu parles d'un bon deal !!!), soit parce qu'elle sait que faire cavalier seul n'est pas du tout avantageux, soit parce que le Parlement européen dispose de meilleurs moyens pour réaliser de bonnes

législations, soit parce qu'elle sait que s'éloigner trop de la législation européenne serait commercialement invivable).

Quant à la crainte que le jugement sur des contentieux soit du ressort de juges étrangers, l'évolution de l'accord-cadre sur cet aspect nous avait permis d'aboutir à un dispositif tout à fait préférentiel.

Alors quoi ?

La prise a été tirée, sans que le CF consulte qui que ce soit, sans plan B.

Nous sommes à quelques mois d'une votation sur notre participation sur Frontex sur laquelle les citoyens voteront puisqu'un référendum a été lancé contre.

E. Macron a laissé entendre à mots à peine couverts à Karine Keller Sutter qu'un refus de participation à Frontex remettrait en question notre participation à Schengen Dublin (alors qu'une politique d'asile améliorée devrait dépasser les accords de Dublin). Et il y en a pour crier au chantage !

Nous sommes dans un véritable jeu de l'oie, où nous aurions été renvoyés à la case départ avec le gage de ne plus pouvoir jouer pendant trois tours.

L'abandon de l'accord cadre étrangle la recherche comme l'appel au secours de Swissuniversities en témoigne), étouffe les possibilités de développement économique ou tout simplement d'activité économique (comme en témoigne le cri d'Economiesuisse).

Les appels deviennent pressants de toutes parts, sur le front institutionnel, politique:

Poutine demande à la Suisse où elle se situe par rapport à la crise ukrainienne.

L'ONU lui propose de siéger dans son conseil de sécurité. Elle se tâte pour savoir si c'est compatible avec sa neutralité.

Pour les Vert'libéraux, le seul parti à avoir soutenu activement l'accord-cadre avant que la prise ne soit débranchée, il est on ne peut plus clair que le fédéralisme à grande échelle est seule susceptible de garantir, non seulement notre santé économique, mais également notre identité dans un monde de plus en plus interdépendant et globalisé. Notre lien avec l'Union européenne est la voie royale

pour avancer sur les questions épineuses de digitalisation et plus sérieusement encore de transition écologique.